

Service Environnement et Prévention des risques
10 rue Claudius Buard
Immeuble Le Continental
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 18/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

STEPHANOISE D'ABATTAGE

Pôle de la viande
257, allée de la Halle
42350 La Talaudière

Code AIOT : 0054200985

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/12/2023 dans l'établissement STEPHANOISE D'ABATTAGE implanté Pôle de la viande 257, allée de la Halle 42350 La Talaudière. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STEPHANOISE D'ABATTAGE
- Pôle de la viande 257, allée de la Halle 42350 La Talaudière
- Code AIOT : 0054200985
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installation d'abattage de gros bovins

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- consommation d'eau, tours aéroréfrigérantes, formation du personnel, épandage, respect des valeurs limites d'émission des rejets aqueux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La parution prochaine du BREF (MTD pour les abattoirs) nécessitera de revoir l'arrêté préfectoral en 2024 ce qui permettra aussi la mise à jour des VLE (rejets aqueux) et le classement des TAR (passage de Déclaré à Enregistré).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Disposition générale	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 8	Sans objet
2	Prélèvement et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 20	Sans objet
3	Epandage	Arrêté Préfectoral du 22/07/2011, article 5.4.1	Sans objet
4	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 22/07/2011, article 7.4.3	Sans objet
5	Rejet eaux résiduaires après traitement	Arrêté Préfectoral du 22/07/2011, article 4.3.10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les prescriptions contrôlées sont respectées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Disposition générale

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Tours aéroréfrigérantes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>V. Des analyses d'eau pour recherche de légionelles sont réalisées pendant la période de fonctionnement de la ou des tours aéroréfrigérantes, au minimum une fois par an avant l'été. Une synthèse annuelle des résultats et analyses est transmise à l'inspection des installations classées.</p> <p>VI. Si les analyses d'eau pour recherche de légionelles mettent en évidence une concentration supérieure à 100 000 unités formant colonies par litre d'eau (UFC/l), l'exploitant devra stopper immédiatement le fonctionnement du système de refroidissement, en informer immédiatement l'inspection des installations classées et lui proposer des actions correctives adaptées. Si les analyses d'eau mettent en évidence une concentration comprise entre 1 000 et 100 000 UFC/l, l'exploitant devra mettre en oeuvre les mesures nécessaires pour abaisser la concentration en légionelles en dessous de 1 000 UFC/l. Il réalisera un nouveau contrôle deux semaines après le prélèvement ayant mis en évidence la concentration comprise entre 1 000 et 100 000 UFC/l. Le contrôle sera renouvelé toutes les deux semaines tant que cette concentration restera comprise entre ces deux valeurs.</p> <p>VII. Tous les résultats des analyses d'eau pour recherche de légionelles supérieurs à 1 000 UFC/l (points II, VI et V) sont adressés dès leur réception à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Réalisation d'analyse mensuelle et détartrage une fois par an. Aucun changement signalé sur les procédures, produits utilisés ou réseau de tuyauterie.</p> <p>Procédure interne : traitement choc si dépassement seuil de 100 UFC.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prélèvement et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau
Prescription contrôlée : Les installations sont conçues et exploitées de manière à limiter les usages superflus de l'eau. Le niveau maximum de consommation liée aux opérations d'abattage ne dépasse en aucun cas la valeur de 6 litres d'eau par kilogramme de carcasse. Lorsque la réfrigération des carcasses est assurée par immersion, le niveau de consommation ne dépasse pas 10 litres d'eau/kg de carcasse.
Constats : Le ratio de la consommation d'eau s'est dégradé passant en moyenne de 5 l/Kg en 2022 à 5.9 l/Kg en 2023 ce qui est à rapprocher d'une baisse de volume d'abattage. La consommation d'eau en 2023 est en baisse de 7% par rapport à 2022.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Epandage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2011, article 5.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Epandage autorisé
Prescription contrôlée : L'exploitant est autorisé à pratiquer l'épandage de ses déchets et/ou effluents sur les parcelles figurant en annexe 1 du présent arrêté
Constats : Suite plainte de voisinage sur épandage depuis la route, un rappel des bonnes pratiques a été fait à l'exploitant par la société GES chargée de l'épandage. Le plan d'épandage est saisi dans SILLAGE sans changement. L'annexe 1 du plan d'épandage devra être mise à jours suite au départ en retraite d'un exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2011, article 7.4.3
Thème(s) : Situation administrative, Formation du personnel
Prescription contrôlée : Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Cette formation comporte notamment : Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien. -toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre, -les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes, -des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité, -un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis à vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci, -une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.
Constats : La formation du personnel est gérée par le service Ressources Humaines. Un tableau de suivi par action et par agent permet le suivi de la programmation et la réalisation des différentes actions de formation.

Réalisation régulière d'audit interne par le responsable Sécurité Environnement du groupe SICA-REV. Réalisation de deux exercices par an.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Rejet eaux résiduaires après traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2011, article 4.3.10																					
Thème(s) : Risques chroniques, VLE eaux résiduaires après épuration																					
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.</p> <p>Flux de pollution après pré-traitement des rejets d'abattoir: Débit : le débit maximal autorisé de façon instantanée est de 40 m3/h. Le débit moyen à ne pas dépasser pendant une période de 24 heures est de 500 m3 / jour avec un débit de pointe autorisé de 610 m3 / jour sur une durée de 5 jours par mois . Sans préjudice des dispositions régissant les rapports entre l'exploitant de l'établissement et le concessionnaire du service d'assainissement en charge de la STEP de l'agglomération stéphanoise, le flux de pollution diversifié dans le réseau communal est toujours inférieur aux valeurs suivantes :</p>																					
<p>CRITERES DE POLLUTION</p> <table> <thead> <tr> <th>Concentration des effluents En mg/l</th><th>Flux de pollution En Kg / j</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Débit horaire maxi : 40 m3/h</td><td>40 m3/h</td></tr> <tr> <td>Débit journalier/ débit pointe : 500 m3/j / 610 m3/j</td><td>500 m3/j / 610 m3/j</td></tr> <tr> <td>DCO : 6000 mg/l</td><td>3000 kg/j</td></tr> <tr> <td>DBO 5 : 4000 mg/l</td><td>2000 kg/j</td></tr> <tr> <td>Azote Totale : 500 mg/l</td><td>250 kg/j</td></tr> <tr> <td>Phosphore Totale : 100 mg/l</td><td>50 kg/j</td></tr> <tr> <td>Graisses : 450 mg/l</td><td>225 kg/j</td></tr> <tr> <td>MEST : 2200 mg/l</td><td>1100 kg/j</td></tr> <tr> <td>NaCl : 1000 mg/l</td><td>500 kg/j</td></tr> </tbody> </table>		Concentration des effluents En mg/l	Flux de pollution En Kg / j	Débit horaire maxi : 40 m3/h	40 m3/h	Débit journalier/ débit pointe : 500 m3/j / 610 m3/j	500 m3/j / 610 m3/j	DCO : 6000 mg/l	3000 kg/j	DBO 5 : 4000 mg/l	2000 kg/j	Azote Totale : 500 mg/l	250 kg/j	Phosphore Totale : 100 mg/l	50 kg/j	Graisses : 450 mg/l	225 kg/j	MEST : 2200 mg/l	1100 kg/j	NaCl : 1000 mg/l	500 kg/j
Concentration des effluents En mg/l	Flux de pollution En Kg / j																				
Débit horaire maxi : 40 m3/h	40 m3/h																				
Débit journalier/ débit pointe : 500 m3/j / 610 m3/j	500 m3/j / 610 m3/j																				
DCO : 6000 mg/l	3000 kg/j																				
DBO 5 : 4000 mg/l	2000 kg/j																				
Azote Totale : 500 mg/l	250 kg/j																				
Phosphore Totale : 100 mg/l	50 kg/j																				
Graisses : 450 mg/l	225 kg/j																				
MEST : 2200 mg/l	1100 kg/j																				
NaCl : 1000 mg/l	500 kg/j																				
<p>Constats : Les VLE sont respectées. A noter : - Un pic (en dessous de la VLE) dans le suivi des MEST entre juin 2023 et juillet 2023 expliqué par une rupture de canalisation suite au passage de l'hydrocureur. - La VLE en Chlorures est respectée par rapport à la limite fixée par la Métropole (2500mg/L) bien qu'au delà de la VLE de l'arrêté du 22/07/2011 (1000 mg/L).</p>																					
Type de suites proposées : Sans suite																					